

DEC192469DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Lydia SEABRA pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité USR3501 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Val de Loire (MSH VL)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171287DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité USR3501, intitulée Maison des Sciences de l'Homme Val de Loire (MSH VL), dont la directrice est Mme Chiara LASTRAIOLI ;

Vu la décision DEC192030INSHS du 28 août 2019 portant cessation de fonction de Mme Chiara LASTROIALI, Directrice, et nomination de M. Xavier RODIER Directeur par intérim de l'USR3501 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Val de Loire (MSH VL).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Lydia SEABRA, SAENES, Secrétaire générale, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.1 de la décision DEC153351DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Lydia SEABRA, délégation est donnée à M. Hervé LANDURE, SAENES, Responsable de l'Antenne financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée : soit jusqu'à 144 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2018.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Tours, le 12 septembre 2019

Le directeur d'unité
Xavier RODIER

